

THE LINK - LE LIEN

BULLETIN U4U - FÉVRIER 2019 N°69

SOMMAIRE

- ▶ U4U à votre service : conférences et réunions de proximité
- ▶ Améliorons la représentation du personnel à la Commission
- ▶ EASA : le point, un an après l'accord sur le dialogue social
- ▶ U4U propose l'internalisation des cantines
- ▶ Brexit : le point sur le sort du personnel britannique
- ▶ Rentrée scolaire 2019 : pas de garderie aérée les 2-3 septembre 2019
- ▶ La surpopulation des écoles européennes est telle que l'on craint de ne plus pouvoir assurer les prochaines rentrées scolaires
- ▶ Enfants à besoins éducatifs spéciaux : les Ecoles Européennes en font-elles assez ?
- ▶ La citoyenneté européenne, au coeur de la démocratie
- ▶ Résident en Belgique ? Comment voter aux élections européennes de mai 2019 ?

WWW.U4UNITY.EU



U4U at your service : Conferences and Proximity meetings

U4U organizes conferences and proximity meetings with a clear and transparent objective of informing the staff from all EU Institutions about their statutory rights, the different scenarios available for implementing them and of the economic consequences of many individual choices.

We have brought to Luxembourg, to Strasbourg, to Grange, to EUIPO in Alicante, to F4E in Barcelona and to Brussels (EEAS, Beaulieu site, Genève site, AGRI, RTD, OLAF, EAC,...) a series of conferences and events where the staff has been duly informed on the general legal framework applicable to our statutory rights. Moreover, we shared practical procedures, best practices and individual advices stemming from our experience in advocating for staff before the PMO, the HR and other instances in the Commission, European Parliament, Council and the EU bodies and Agencies.

We have already covered important subjects for many colleagues such as the evaluation and appraisal procedures, the retirement pension, the unemployment benefits, Brexit, disciplinary procedures, internal competitions, medical care and JSIS, the rights of contractual agents....

More than 1000 colleagues have already attended these information sessions since January 2019 and had the opportunity to raise their questions on the spot or bilaterally after the general session.

Our way of working is different: We do not read the staff regulation to the attendance, we do not bump 100 slides presentations and we do not promise anything. We just share the experience of hundreds of procedures handled, including (pre) litigation and try to find concrete solutions.

Therefore, don't hesitate to contact us if you think that such events should be organized in your services and which thematic could be interesting.

Améliorons la représentation du personnel à la Commission

Des négociations sont en cours à ce sujet. Si celles-ci aboutissent la représentation du personnel et le dialogue social en sortiront renforcés.

U4U opte pour un comité unique du personnel de toute la Commission élu en même temps que ses sections locales, avec les mêmes règles électorales : nous préconisons la proportionnelle. Ces élections sont organisées sur base des collèges électoraux représentant les différents lieux de travail. Il faut aussi que des lieux de travail soient représentés, par exemple Séville qui ne l'est pas aujourd'hui. Des rééquilibrages entre lieux seront aussi nécessaires. Ainsi Bruxelles devra être mieux représenté.

Cela permettra que le comité du personnel se mette tout de suite au travail ce qui n'est pas le cas avec le système actuel. Pour information, notons que trois mois après les dernières élections

aux comités du personnel de Bruxelles et du Hors Union, ni la mise en place complète du comité local de Bruxelles, ni celui du Hors Union, ni la mise en place de l'équipe du Comité central du personnel, constitué à partir des différents comités locaux, n'est terminée.

Le changement proposé par nous est nécessaire pour que les choses fonctionnent correctement.

U4U at EASA

EASA, the European Aviation Safety Agency, is based in Cologne/Germany. With around 800 staff, we are one of the biggest European Union agencies. EASA's main task is to ensure safety and environmental protection in civil aviation in Europe.

On 12 January 2018, after a few months of negotiations, U4U and EASA Management have signed a Framework Agreement that formalises social dialogue in EASA. Since then U4U@EASA has constantly grown.

Our Secretariat now consists of nine colleagues, representing a good combination of EASA employees with respect to gender, age and grade. Also the number of U4U@EASA members is continuously increasing.

Based on the Framework Agreement, U4U@EASA has negotiated the conditions for the exercise of trade union rights with EASA management. Essential basic support tools, such as a functional EASA mailbox, a site on the intranet, the use of office IT hardware (printers, copy machines, etc.) and meeting rooms for trade union work, 4 hours working time per week to be used for trade union work, a budget for missions, etc. On top of that we also have the administrative support of the "Assistant to Social Partners".

Beginning of September we had a first All-Staff-Meeting which attracted more than 100 colleagues. Topics such as reclassification issues, Brexit, feedback from recent meetings with HR, U4U@EASA Work Programme 2019, equal opportunities were presented and discussed.

In the past months U4U@EASA has been mainly dealing with reclassification issues and individual cases. The reclassification exercise 2018 has resulted in a relatively high number of staff questioning for example the pace of reclassification, despite appropriate managerial assessments in every appraisal received. The discontent has been regularly increasing to a level which is difficult to sustain. U4U@EASA supports their members to make sure that all processes are followed properly and is together with HR discussing the best way forward.

More and more U4U@EASA is also being invited to participate in internal working groups and task forces, such as for reclassification or gender equality.

For the U4U@EASA Work Programme 2019 our proposed main topics will be reclassification, Brexit, equal opportunities and resource management in the light of the new Basic Regulation. The Work Programme will be discussed with HR and EASA management and agreed upon before the end of 2018.

As U4U@EASA our main goals are to promote and maintain a healthy working environment at EASA and to make sure changes are negotiated rather than imposed.

Cantines: à quand l'internalisation ?

Le contrat d'exploitation des cantines et cafétérias dans les bâtiments de la Commission à Bruxelles arrive bientôt à échéance et aura probablement été le plus compliqué à gérer de toute l'histoire de la sous-traitance des cantines à Bruxelles.

L'expérience a été décevante, pour ne pas dire pénible. La sous-traitance à trois prestataires différents n'a pas tenu ses promesses, notamment celle d'une saine émulation entre eux pour nous garantir le meilleur à moindre prix.

En fait, cette multiplicité d'interlocuteurs a été un vrai casse-tête pour la gestion des contrats et un véritable moins-disant pour le personnel :

- ▶ la concurrence entre cantines n'a pas conduit à améliorer ni l'offre, ni les prix
- ▶ les timides avancées du cahier des charges en matière d'alimentation plus saine n'ont pas résisté aux contraintes économiques
- ▶ le service ne s'est pas adapté à nos besoins mais les réalités financières des prestataires ont contraint nos besoins
- ▶ les cantines ont connu, à tour de rôle, des périodes de grève et d'instabilité, toutes liées aux conditions de travail et salariales faites aux employés des prestataires
- ▶ le travail de l'OIB a triplé sans que ses ressources n'augmentent
- ▶ la liste de problèmes est longue et loin d'être exhaustive

Par ailleurs, entre 2012, année de lancement du précédent appel d'offre et aujourd'hui, la sociologie de notre population a beaucoup changé. Les déménagements et fermetures d'immeubles ont été nombreuses, les horaires se sont allongés, le télétravail s'est généralisé, impactant forcément la fréquentation et la rentabilité des cantines et complexifiant leur gestion. Et nous sommes de plus en plus nombreux à désirer une alimentation durable, saine et éthique et à regretter que les politiques de l'UE en la matière ne soient pas traduites en actes quand, à notre tour, nous devenons prescripteurs de restauration collective.

Le service n'a donc pas été à la hauteur des attentes et des enjeux. Et dans l'échec du pari raté de cette sous-traitance à trois, regrettons aussi le naufrage du restaurant. La Commission est la plus grosse institution à Bruxelles, reçoit des hôtes du monde entier, et ne dispose pas d'un restaurant.

Fort de ces constats, l'OIB prépare le nouvel appel d'offre. Le paradigme demeure toutefois celui de la sous-traitance d'un

service primordial pour notre bien-être au travail et pour notre santé.

Pour U4U, la réponse réside dans l'internalisation des cantines. Autrefois, les cantines et les restaurants appartenaient à la Commission. Elles n'avaient pas besoin d'être bénéficiaires pour rétribuer des actionnaires ; il leur suffisait d'arriver à l'équilibre. Les ristournes faites par les grossistes sur les quantités achetées profitaient à l'économie des cantines internalisées (et non à la trésorerie de prestataires) et se répercutaient sur les prix qui pouvaient rester avantageux, sans l'être au détriment de la qualité. C'était donc un bon service qui nous était offert.

Une gestion souple, au plus près des consommateurs finaux peut tenir compte de la sociologie de chaque lieu, des usages des Directions générales et s'adapter en permanence.

L'expérience actuelle démontre qu'il faut retrouver la maîtrise des cantines pour trouver la flexibilité qu'un contrat ne saurait offrir puisque le moindre changement à un appel d'offre induit un avenant, chronophage et énergivore. Un contrat, c'est un carcan, rigide, inadapté aux mutations rapides. Trois contrats, c'est tripler la difficulté.

Une gestion directe permet aussi une autre politique de prix et de tenir compte du pouvoir d'achat des stagiaires, par exemple, ou de certaines catégories d'agents et de fonctionnaires. Beaucoup de cantines publiques, dans d'autres Etats membres, innovent en la matière en pratiquant des tarifs modulables.

L'époque n'est certes pas aux recrutements. Mais là encore, faisons preuve d'imagination. Il existe des solutions et on trouverait à s'inspirer des bonnes pratiques de l'OIL (à Luxembourg) qui gère ses cantines locales, emploie ses chefs mais sous-traite une partie du personnel de salle et de cuisine. L'infrastructure existe et appartient à la Commission, qu'elle soit propriétaire des locaux ou en location. L'OIB saurait faire tout aussi bien, ayant l'expérience et les compétences. Libéré des tâches de supervision de contrats, de contrôles et d'audits triplés, l'OIB pourrait consacrer ses ressources à la gestion directe. Il n'y a donc pas de frein objectif à une telle solution.

U4U milite depuis des années pour ce changement. Grâce aussi à un travail patient de sensibilisation aux questions environnementales et de santé attachées à l'alimentation et de consommation responsable, U4U a fait passer auprès des gestionnaires de l'OIB la nécessité de faire évoluer nos cantines et nos achats et de s'intéresser au label « Good Food » développé par la Région Bruxelloise.

Avec plus de 7.000 repas servis journalièrement, la Commission est l'un des plus grands prescripteurs sur la région bruxelloise. Son comportement en tant que consommateur de denrées alimentaires a donc un impact considérable sur l'offre, et finalement, sur la production. Mieux maîtriser notre consommation alimentaire aujourd'hui, c'est déjà préférer que les denrées soient BIO, locales, de saison et que la pêche soit durable, par exemple. C'est aussi considérer autrement nos besoins alimentaires, notre consommation de viande, de sucre, de sel, de graisses, de produits laitiers, et prendre en compte toute une série de recommandation en matière de prévention santé,

comme de promouvoir les jeudis « veggio ». S'inscrire dans une démarche bruxelloise, c'est s'ancrer comme hôtes responsables et concernés du territoire qui nous accueillent, où nous vivons et travaillons.

U4U a beaucoup écrit déjà sur l'échec de la scission des lots de cantines et cafétérias qui devaient mettre en concurrence les 3 prestataires choisis et nous garantir la meilleure qualité au moindre prix, un principe dont les dégâts sociaux sont considérables. Cette stratégie a échoué et le service ne s'est pas, globalement, amélioré. Il suffit d'aller chez nos voisins au Parlement européen, à l'EEAS ou au CESE/CDR pour constater que nous sommes les moins bien nourris. Et les seuls à connaître des grèves à répétition, grèves auxquelles le modèle de sous-traitance choisi n'est pas complètement étranger. Une attention particulière devra être prêtée lors de la mise en place du service cantine pour nos crèches garderies.

Brexit, où en sommes-nous?

La Commission a adopté une position conforme à ce que nous réclamions depuis le début. Pour l'essentiel, le personnel, qu'il soit fonctionnaire ou temporaire, reste en place. Cette prise de position est favorable au personnel britannique mais aussi à toute la fonction publique dont le statut sort renforcé de cette épreuve. Les sections anglophones sont maintenues au sein des écoles européennes. En cas de départ des enseignants britanniques, ils pourront facilement être remplacés compte tenu de leur faible nombre (53).

A few hints on BREXIT for EU Staff British nationals with no other EU nationality:

- ▶ The AIPN will not make use of art 49 of the Staff Regulations on 'compulsory resignation' and British civil servants will continue to hold their post. They will no longer be employed in Delegations after UK withdrawal (on 30/03/2019 in case of no deal or end of transition period). They will be transferred to headquarters by September 2019. Contract agents will then serve in headquarters for a maximum of 4 years. British Seconded National Experts or seconded Temporary Agents will return back to the UK on the date of the withdrawal. The process to grant exceptions will use precise and transparent criteria and there will be a right to be heard. The process will last at least 3 months.
- ▶ Temporary or contract agents also can no longer be employed by the EU after UK withdrawal, but current contracts will continue and not be renewed.
- ▶ Acquired pension rights are valid and costs will be borne by the EU budget. British staff are covered by the sickness insurance as long as they are contributors. Only active employees are covered by accident insurance.
- ▶ Persons not under the Staff Regulations (Commissioner, MEP, CJUE judges...) will be dismissed. Parliamentary assistants to British MEPs will leave, whatever their nationality and duration of contract.

For European schools, with the withdrawal agreement, UK stays until the end of the school year that is ongoing at the end of the transition period. UK shall recognize the European Bac for pupils graduated before 31/08/2021. Without a deal, seconded teachers will leave when the UK ceases to be a party of the EE Convention (31 August 2020). Contracts will still be valid for locally recruited.

Rentrée scolaire 2019: pas de garderie aérée les 2-3 septembre 2019

Dans sa note du 5 février dernier, l'OIB a informé les parents qu'il n'y aurait pas de service de garderie aérée le lundi 2 et le mardi 3 septembre 2019. U4U considère que cette décision, prise de manière unilatérale, et sans dialogue, aura un impact néfaste non seulement sur les collègues qui devront trouver une solution de garde alors qu'aucune offre n'existe sur le marché belge pour ces deux jours, mais également pour les services.

Il est en effet à prévoir qu'un certain nombre de collègues seront contraints de prendre congés ces jours-là faute de solutions alternatives.

Dans ce contexte, il est important de souligner la mission sociale de la garderie aérée qui devrait permettre de répondre aux besoins des collègues dont le nombre de congés annuels sont inférieurs aux jours de fermeture de l'école, afin de leur permettre d'exercer leurs activités professionnelles.

Il est important aussi que certains syndicats comme les services de l'OIB ne s'occupent pas seulement des attentes du personnel des garderies (et des crèches) mais aussi des usagers de ces services qui sont aussi des collègues.

Par conséquent, U4U souhaiterait la tenue aussi vite que possible d'une réunion de dialogue social afin de trouver une solution qui répondrait aux besoins des collègues, donc de leurs services, ainsi que du personnel travaillant dans les garderies.

Notre syndicat s'est adressé à la DG HR dans ce sens : Lettre de U4U sur la Rentrée scolaire 2019: pas de service de garderie aérée les 2-3 septembre 2019 (page 6)

Rapport « Marche ou crève » :

Les obstacles rencontrés par les enfants handicapés dans le système des Ecoles européennes, publié par Human Right Watch et le Forum européen des personnes handicapées

Ce rapport est à contextualiser. Beaucoup d'enfants qui ont des problèmes fréquentent avec succès nos écoles européennes. On a même des enfants aveugles qui réussissent fort bien.

Ce rapport fait une photo des capacités limitées de nos écoles à faire face à tous les cas et surtout à des situations difficiles. Le rapport n'est pas négatif dans sa totalité et reconnaît des efforts déjà faits. Voir ici les actions entreprises pour scolariser les enfants à besoins spéciaux.

Certes, il est toujours possible de faire mieux et le Conseil Supérieur, lors de sa réunion de Décembre 2018 a décidé

de mettre en place un « plan d'action » pour augmenter les capacités actuelles et trouver les ressources budgétaires complémentaires.

Ceci dit, les EE sont des écoles « génériques » qui ont comme but principal de conduire les enfants à la réussite du BAC européen et qui ne seront jamais en position de faire face à des situations qui demandent une éducation hautement spécialisée. Donner l'impression que les EE peuvent ou pourront jamais couvrir tous les cas d'handicap est excessif et probablement contre l'intérêt global des enfants qui ont un problème et qui ont besoin d'une autre éducation.

La recommandation des Nations Unies qui plaide dans le sens de couvrir tout handicap, s'adresse à des Etats, qui eux, possèdent des centaines d'écoles (par exemple la région de Bruxelles a 602 écoles primaires) et peuvent créer si nécessaire plus d'écoles spécialisées, ou moduler des écoles existantes pour permettre des situations de mixité à différents niveaux d'handicap/ non handicap. Cette recommandation ne s'adresse pas à un groupe isolé de 13 écoles sur tout le territoire de l'UE.

En ce qui concerne le coût élevé de l'éducation spécialisée, le problème financier des familles est réel et sa solution devra être trouvée au niveau du Budget.

Enfin, il est vrai que l'austérité brutale à laquelle les écoles européennes ont été soumises n'a pas aidé. Il est urgent de donner aux écoles les moyens de leur fonctionnement

La citoyenneté européenne, au cœur de la démocratie

U4U a créé il y a deux ans avec d'autres associations européennes une Plateforme citoyenne européenne (PCE) permettant d'organiser des rassemblements pro-européens, des événements culturels, des débats citoyens. Le 5 février dernier une première rencontre citoyenne a été organisée sur le thème « La citoyenneté européenne au cœur de la démocratie européenne ». En voici le verbatim qui traduit un débat vif mais qui n'a pas encore cristallisé des réponses. La rencontre citoyenne suivante se tiendra le 5 mars à 12 heures sur le thème : « Migration, quelle crise » ?

Le 5 février, au PressClub, la plateforme ECP organisait une rencontre citoyenne sur « La citoyenneté au cœur de la démocratie européenne ». Ceci, dans le cadre des consultations citoyennes sur l'avenir de l'Union européenne organisées jusqu'aux élections au Parlement européen fin mai 2019.

Une première intervention souligne que le droit de vote local et européen des citoyens européens n'est pas aligné sur la structure européenne : les Européens élisent les membres du Parlement européen et les instances locales mais pas les membres du Conseil ou du Conseil européen (qui sont des ministres nationaux ou des chefs d'Etat). Les espaces démocratiques ne dialoguent pas entre eux et la sphère publique dans l'UE est fragmentée. Cela peut expliquer que peu de gens prennent part aux élections européennes.

Un participant belge rappelle que l'abstention est un acte significatif : il faut la prendre en compte, c'est un indicateur. Un autre relève l'inégalité des droits électoraux en Europe : parfois le vote est obligatoire (Grèce, Belgique), parfois non ; les règles varient notamment pour les expatriés et les non nationaux ; les règlements électoraux eux aussi diffèrent. Les citoyens mobiles ne savent pas où ils peuvent voter.

Un autre fait valoir que le vote est souvent ignoré et que cela convainc beaucoup de gens que voter ne sert à rien: Delors voulait l'Europe monétaire et l'Europe sociale, on a eu la première mais pas la seconde. Après l'échec du Traité constitutionnel, on l'a remplacé par le traité de Lisbonne (adopté par les parlements, pas les peuples). Les gens se sont dit que l'élite avait son programme et qu'on ne pouvait rien changer. Puis il y a eu la crise financière : on a sauvé l'euro mais le dégât sur les personnes a été catastrophique dans plusieurs pays. 3,5 millions de personnes se sont exprimés contre le TTIP : où en est-on aujourd'hui ?

D'autres avancent que la controverse n'est pas anti-démocratique, au contraire il faut l'accueillir. Un participant estime que le débat sur le TTIP a été pris en otage par les dirigeants wallons qui faisaient campagne locale et qui ont surfé sur la résistance à l'Europe. D'autres estiment qu'il faut réagir à la révolte des gilets jaunes et même au Brexit et ramener les gens à l'Europe.

Un participant remarque que l'acquis européen aujourd'hui va de soi : les dirigeants actuels n'ont plus de lien avec le projet historique et sont incapables de l'expliquer/de l'assumer. Dans les années 90, le projet était de faire l'euro et de l'accompagner d'une Europe sociale mais cette dernière a été oubliée. Et donc, les gens et les jeunes sont devenus cyniques.

Une question se pose: qui bloque, la technocratie ou les Etats membres ? Qui a bloqué le social au Royaume Uni ? Pourquoi T. Piketty veut-il renforcer les parlements nationaux comme s'ils étaient plus légitimes que le Parlement européen. On occulte les causes des blocages : on a divisé les Européens entre nouvelle et vieille Europe, sans qu'on s'y soit opposé.

Un participant avance que la citoyenneté européenne manque de visibilité : c'est un problème de sensibilisation. HK reconnaît la complexité des questions européennes, fort éloignées des problèmes quotidiens (les questions de consommateurs par exemple), mais il observe aussi que les dirigeants nationaux font peu de chose pour remédier au manque de connaissance : ils sont dans une situation de conflit d'intérêts en tant que décideurs européens qui n'ont de compte à rendre à personne au niveau européen.

Un participant mentionne la « lasagne institutionnelle » en Belgique : l'Europe n'a pas le monopole de la complexité. Il faut sensibiliser, pas seulement communiquer.

Quelqu'un rappelle qu'en Belgique, on tient trois scrutins en même temps, en faisant le calcul que l'électeur qui vote aux régionales, au fédéral votera pour la même tendance au niveau européen. Suzan opine : trop lier les élections nationales et européennes c'est condamner ces dernières à l'invisibilité.

Le manque de connaissance des questions européennes génère la suspicion et le manque de confiance. Même si les Européens ont des valeurs et une culture communes, les vécus varient : la perception de l'euro n'est pas la même en Allemagne et en Grèce. L'opinion publique reste fragmentée car il n'y a pas d'espace politique paneuropéen et que par ailleurs, on n'explique pas que l'Europe protège.

Mais ajoute un participant, l'adhésion à l'Union européenne est majoritaire.

On souligne que l'hétérogénéité des lois électorales empêche l'émergence de partis transnationaux et l'expression démocratique européenne, ce qu'un parti comme VOLT essaie de corriger en présentant des listes dans tous les Etats membres. Par ailleurs, le fait que le Parlement européen n'ait pas le droit d'initiative est aussi un frein, (même si rien n'empêche de faire des listes transnationales dans chaque pays).

Cette dernière remarque ne convainc pas : le triangle institutionnel (une Commission qui propose, un Parlement et un Conseil des Etats qui font les lois ensemble et à égalité) respecte la séparation des pouvoirs ; en outre, le Parlement européen demande à la Commission de présenter certaines initiatives.

Une autre rappelle qu'on ne peut pas parler seulement d'institutions : il faut aborder la question des valeurs, de la confiance et du sentiment d'appartenance. Par ailleurs, tout citoyen européen peut être candidat mais cela est peu connu. Aujourd'hui, on observe une montée d'intérêt pour faire campagne dans un autre pays (notamment parmi les citoyens britanniques) et cela coexiste avec la montée de l'euro-scepticisme. Elle interroge : êtes-vous prêts à faire campagne ?

Quelqu'un rappelle que la Commission Delors a pu jouer son rôle parce qu'il y avait un accord politique entre États membres ce qui a permis que la Commission puisse jouer réellement son rôle pour promouvoir l'intérêt général européen.. Ce n'est plus le cas aujourd'hui et les instances dominantes ne sont pas forcément démocratiques (l'eurogroupe par exemple). En l'absence d'accord, comment l'UE peut-elle répondre à l'urgence sociale et aux questions qui sont européennes (emploi, éducation supérieur, énergie, environnement, etc.) ? C'est là qu'il faut se mobiliser.

Une participante signale une plateforme (« I am a Federalist ») qui promeut les candidats pro-européens. Les pro Européens sont dispersés, là où les populistes s'organisent. Il faut collaborer.

On rappelle que la Plateforme citoyenne se donne justement cet objectif : c'est une structure sans financement majeur, qui n'est pas destinée à être permanente mais qui vise à faciliter le regroupement des forces en vue des élections de mai 2019. L'objectif est bien de collaborer.

On revient aussi sur le fait que les populistes prennent en otage le débat citoyen et le coince dans des espaces renationalisés, en faisant miroiter que le salut est dans le chacun pour soi. Quelles solutions peut-on trouver pour contourner cette difficulté?

Une participante mentionne le besoin d'éduquer à l'Europe et signale l'initiative Retour à l'école. Une autre relève que l'édu-

cation civique à l'Europe n'est pas même disponible dans les Ecoles européennes. La presse ne parle pas des élections européennes et les élites ne communiquent pas.

Un participant nuance : à la télévision française (FR2), on a présenté les têtes de listes (françaises) aux Européennes et il souligne que Macron a osé parler de souveraineté européenne.

Quelqu'un critique l'idée de candidatures connues pour les élections européennes : reprendre les mêmes ne mènera nulle part !

On note aussi que 70 000 personnes ont manifesté pour le climat, la mobilisation pour les GAFA a été forte. Il faut dire que ce sont des sujets pour l'Europe qui a la capacité d'une réponse pour le Continent. Il faut aussi sans doute dépasser les clivages idéologiques du passé. Il faut croire en l'éducation civique mais à la mobilisation citoyenne: les gens savent que la mondialisation les dessert et qu'ils sont enfermés dans leur territoire. Tout le monde comprend quand on parle de solidarité pour le climat, la migration, l'énergie...

Une intervenante observe qu'on ne peut être ambigu (ne pas se fâcher avec Orban) sans perdre en crédibilité. Une autre demande de la cohérence : on ne peut donner d'une main et reprendre de l'autre. Les citoyens comprennent tout à fait les enjeux.

On mentionne aussi les Brexiteers, en particulier les Gallois qui vont perdre les financements européens dont ils ont largement bénéficié. Il faut sans doute aller au-delà du vote pour défaire les campagnes mensongères comme celles qui ont été menées au Royaume Uni.

On rappelle que, l'opinion pro-européenne s'est affirmée dans les autres pays. Il faut profiter de ce rebond. Par ailleurs il faut dire aussi ce que l'Europe ne peut pas faire (le social par exemple, qui est à l'unanimité, un seul pays peut tout bloquer) et clarifier les responsabilités entre le niveau national et le niveau européen.

Il est rappelé que le Royaume Uni n'a pas voulu de dérogation à la libre circulation des travailleurs. Son est donc largement la cause du sentiment anti migrant qui s'est développé en Angleterre. Le problème a été une libéralisation forcée qui a été menée sans accompagnement social. Par ailleurs, il ne faut pas dramatiser le Brexit: nous savons ce que nous voulons être, laissons partir ceux qui veulent et avançons sans eux.

On opine : oui, nous voulons une « économie sociale de marché ».

Enfin, il est proposé propose que les citoyens fassent pression pour réintroduire les valeurs (sociales, environnementales) dans l'agenda européen.

Plusieurs propositions sont avancées : organiser une Marche pour la citoyenneté européenne, par exemple lors de la journée Portes ouvertes le 4 mai et répéter ainsi la mobilisation qui avait eu lieu lors du 60e anniversaire du Traité. Favoriser un mouvement euro citoyen avec 3-4 messages-clés.



Bruxelles, le 11 février 2019

NOTE À L'ATTENTION DE MME SOUKA, DIRECTRICE GÉNÉRALE, DG HR

Objet: Note de Mme Bardoux aux parents (Ares(2019) 655154) – Préparatifs de la rentrée scolaire 2019, pas de service de garderie aérée les 2-3 septembre 2019

Dans sa note du 5 février dernier, Mme Bardoux a informé les parents qu'il n'y aurait pas de service de garderie aérée le lundi 2 et le mardi 3 septembre 2019.

U4U considère que cette décision, prise de manière unilatérale, et sans dialogue, aura un impact néfaste non seulement sur les collègues qui devront trouver une solution de garde alors qu'aucune offre n'existe sur le marché belge pour ces deux jours, mais également pour les services. Il est en effet à prévoir qu'un certain nombre de collègues seront contraints de prendre congés ces jours-ci faute de solutions alternatives.

Dans ce contexte, il est important de souligner la mission sociale de la garderie aérée qui devrait permettre de répondre aux besoins des collègues dont le nombre de congés annuels sont inférieurs aux jours de fermeture de l'école, afin de leur permettre d'exercer leurs activités professionnelles.

Par conséquent, U4U souhaiterait la tenue aussi vite que possible d'une réunion de dialogue social afin de trouver une solution qui répondrait aux besoins des collègues, donc de leurs services, ainsi que du personnel travaillant dans les garderies.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer l'expression de ma considération.

Georges Vlandas
Président
U4U

Copie: Mme BARDOUX, M. MOULIGNEAU, M. LOOP, M. PASTERNAK, Association des Parents pour les crèches et garderies à Bruxelles (AdP)

**Résident en Belgique ?
Comment voter aux élections européennes de mai 2019 ?**

Les règles pour s'inscrire sur la liste électorale spéciale :



WWW.U4UNITY.EU

